

Anti-sexisme et questions de genre



Féminisme et antisexisme : question de genre ? De l'hétérosexisme

Penser l'orientation sexuelle comme la résultante d'un système politique normatif n'est pas un cheminement intellectuel aisé. Nous vivons selon un principe simple : l'homme et la femme sont « faits » pour être ensemble et notre société repose sur cet ultime et indiscutable constat. Son mécanisme bien huilé qui vise à maintenir la population dans le droit chemin (le mariage et tous les dispositifs en découlant en étant la principale expression) a donc fait du modèle hétérosexuel le modèle de référence. L'orientation sexuelle n'est donc pas uniquement un choix d'ordre personnel et préférentiel mais est inévitablement lié à un système politique dominant. Être d'une orientation sexuelle différente engendre nécessairement (qu'on le veuille ou non) la sortie de ce modèle. Par conséquent, il existe dans notre société une inégalité des sexualités.

L'hétérosexualité est donc un instrument politique en cela qu'elle est devenue un modèle sociétal de référence qui induit un accord psychologique inconscient de toute la population : nous reproduisons toutes et tous autant que nous sommes des logiques hétérosexuelles qui sont devenues notre « habitus ».

De plus, le politique y trouve son compte : maintenir des individus dans un système de fonctionnement bien cadré est évidemment bien plus simple que de laisser libre cours à différents modèles beaucoup moins normatifs et cloisonnants. Car tout ceci est bien pratique : outre l'intérêt nataliste, ce système garantit au monde un ordre rigoureux où tout est bien à sa place. « L'hétérosexisme » est un système de pensée qui, par la conjugalité, et même la natalité, confirme la domination masculine dans les rapports de sexe. Il entretient les femmes dans l'idée que leur douceur les destine naturellement au service de l'homme et de la famille, et, parallèlement, conforte les hommes dans le sentiment que la femme leur est naturellement due.

Bref, nous ne sommes pas nécessairement hétérosexuel-le-s car nous le désirons mais surtout parce que nous sommes les dignes héritier-e-s d'apprentissages sociaux. Tout ce qui sort alors des sentiers battus se trouve mis à l'écart et pointé du doigt : et voici la naissance de l'hétérosexisme, sorte de « police des genres » destinée à rappeler à l'ordre symbolique tous les individus quelle que soit leur orientation sexuelle. Dès lors, il faudrait s'attacher à déconstruire l'hétérosexisme, c'est-à-dire la logique de primauté de genre et de sexe que promeut cette idéologie, au détriment des homosexuels, des femmes, et, a fortiori, des femmes homosexuelles, mais aussi bien des hommes hétérosexuels, souvent dominés par leur domination, victimes eux-mêmes des stéréotypes qu'ils aident à véhiculer.

Le « contrat social hétérosexuel » que critique à juste titre Monique Wittig pourrait ainsi laisser la place à un nouveau contrat social aux valences plurielles, qui accorde enfin toute légitimité non seulement aux homos et hétéros hommes ou femmes, mais encore aux bisexuels et transgenres que l'analyse théorique et les pratiques sociales, dans leur logique binaire et exclusive, tendent évidemment à occulter.

Toutes les citations sont issues du Dictionnaire de l'homophobie, paru sous la direction de Louis-Georges Tin au PUF en 2003 aussi disponible en ligne sur le site Les Mots Sont Importants : <http://lmsi.net/Qu-est-ce-que-l-heterosexisme>

Sommaire :

- Edito :	1
- Mauvais genre ?	2 et 3
- Education nationale et enseignement des genres, il faut revoir la copie	3 à 5
- Institution et anti-sexisme	5
- Avec qui travailler dans nos pratiques pédagogiques et formations syndicales ?	6 et 7
- Adhérer à Sud Education	7
Bibliographie / filmographie étude de genre	8



SUD éducation Alsace
c/o Solidaires - Maison des Syndicats
1 rue Sédillot - 67000 Strasbourg
06 76 96 67 63 ou 07 62 12 25 28
sudeducalsace@no-log.org
<http://sudeducalsace.info/>



Mauvais genre ?

En 2011 déjà, l'introduction des problématiques de genre dans le programme de SVT de 1ère avait suscité une levée de boucliers de la part des conservateurs catholiques et autres réactionnaires. On aurait pu espérer que les éclaircissements apportés à l'époque sur les études de genre évitent de revenir sur la question. C'était sans compter sur l'opiniâtreté toxique des uns et la complaisance imbécile des autres...

Depuis le printemps dernier, la Manif pour Tous, non contente de dénier l'égalité de droits de tou-te-s les citoyen-ne-s et d'attiser l'homophobie, veut désormais lutter contre « l'invasion de la théorie du genre » dans les établissements scolaires et appelle les parents à la création de comités de vigilance à la rentrée.

Cela s'est traduit très récemment par une opération de manipulation sous couvert de « genre. ».

Une opération a été lancée par le site "Journée de retrait des enfants de l'école", tenu entre autres par Farida Belghoul.

Dans cette nébuleuse, nous trouvons :

- Le groupe d'Alain Soral, (qui lui-même se définit national-socialiste) : « Égalité et réconciliation », et les fans de Dieudonné, proches de l'extrême droite.
- Les intégristes religieux catholiques, musulmans et évangélistes.
- Les opposant-e-s au mariage pour tous.
- L'UNI et son site theoriedugenre.fr qui véhiculent des idées fausses.

Cette journée a été suivie partout en France.

Il ne faut pas négliger cette attaque contre l'école...

Des syndicats tels le SNALC pour les enseignant-e-s et l'UNI pour les étudiant-e-s, ainsi que des député-e-s UMP, renchérissent dans cette voie. Cette campagne a trouvé par ailleurs une légitimation tacite à travers les propos de certains membres de l'exécutif, puisque V. Peillon avait déclaré en juin qu'il n'était « pas pour la théorie du genre » et trouvait « absurde » l'idée « qu'il n'y a pas de différences physiologiques entre les uns et les autres » (se reprenant à l'occasion de la rentrée après le tollé que ses propos avaient provoqué, en reconnaissant que « la théorie du genre n'existe pas, c'est un artefact intellectuel pour créer des polémiques » mais en oubliant frileusement de souligner la pertinence du concept de genre).

Quoi qu'il en soit, devant tant de méconnaissance intellectuelle et de partis pris réactionnaires, quelques précisions s'imposent...

→ Les contempteurs des études de genre en parlent comme s'il s'agissait d'une irruption soudaine, agitant le spectre fantasmatique d'une « invasion » pour mieux déclencher des

réflexes de défense réactionnaires.

Or **cela fait plus de 40 ans que la notion de genre est apparue** en médecine et psychologie, puis dans les sciences humaines, **pour comprendre la construction des identités masculine et féminine.**



→ La notion de genre n'est ni une « théorie », ni une « idéologie », comme certain-e-s peuvent le soutenir sans ciller. L'utilisation erronée de ces termes n'est pas anodine : elle vise à discréditer la validité scientifique et la rigueur intellectuelle des travaux autour du genre, en les présentant comme une doctrine orientée et contestable.

Or il est impropre de parler de « théorie du genre ». D'abord parce que la notion de genre est simplement un **outil d'analyse pour comprendre la construction des identités**. Ensuite parce que ce champs d'étude est multiple, tant dans les disciplines concernées (histoire, sociologie, philosophie, sciences politiques...), que dans les approches des différents chercheurs/chercheuses sur la question.

Les études de genre se fondent sur une approche socio-culturelle de la construction des identités masculine et féminine. Elles montrent comment la définition du masculin et du féminin ne se réduit pas au biologique mais est le résultat des pratiques culturelles et des normes sociales d'une société donnée.

La Manif pour Tous et consorts, pour parler des hommes et des femmes, se raccroche à un ordre biologique et « naturel » (comme si le concept de Nature était une entité immuable, postulat déjà contestable en soi).

Ce parti pris a pour conséquence une vision binaire qui nie la pluralité des identités, enferme les individus dans des stéréotypes sexués et légitime au final les inégalités hommes-femmes, l'homophobie et la transphobie.

Ces positions doivent être combattues avec virulence. Parce que les études de genre permettent de comprendre la construction des stéréotypes, elles sont un outil essentiel pour combattre les discriminations qui découlent de ces stéréotypes.

Parce qu'en pointant le fait que les identités sont des constructions toujours fluctuantes, où dialoguent l'individuel et le collectif, **les études de genre s'inscrivent dans une démarche émancipatrice**

LES ETUDES DE GENRE, LA RECHERCHE ET L'EDUCATION : LA BONNE RENCONTRE

Extraits d'un texte signé par 100 enseignants-chercheurs et chercheurs de l'Université de Strasbourg, transformé en pétition.

NON, la prétendue « théorie du genre » n'existe pas. Le genre est simplement un concept pour penser des réalités objectives. On n'est pas homme ou femme de la même manière au Moyen-Âge et aujourd'hui. On n'est pas homme ou femme de la même manière en Afrique, en Asie, dans le monde arabe, en Suède, en France ou en Italie. On n'est pas homme ou femme de la même manière selon qu'on est cadre ou ouvrier. Le genre est un outil que les scientifiques utilisent pour penser et analyser ces différences.

OUI, les programmes scolaires invitent à réfléchir une réflexion sur les stéréotypes de sexe, car l'école, le collège, le lycée sont le lieu où les enseignants promeuvent l'égalité et le respect mutuel, où les enfants apprennent le respect des différences (culturelle, sexuelle, religieuse).

OUI, l'école est le lieu où l'on permet à chacun, par les cours de français, d'histoire, de SVT, d'éducation civique, d'éducation physique, de réfléchir sur les conséquences néfastes des idées reçues et d'interroger certains préjugés, ceux qui ont fait que pendant des siècles en Alsace un protestant ne se mariait pas avec une catholique, ceux qui font que l'on insulte encore aujourd'hui une ministre à cause de sa couleur de peau, ceux qui font des petits garçons sont insultés et malmenés aux cris de « pédés » dans la cour de l'école,

ceux qui font que Matteo n'osera jamais dire qu'il est élevé et aimé par deux mamans, ceux qui font qu'Alice veut mourir car on la traite de garçon manqué, ceux qui créent la haine et la discorde.

Les études de genre recouvrent un champ scientifique soutenu par le Ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur et le CNRS, et elles ont des utilités nombreuses dans l'éducation et la lutte contre les discriminations : ces études et ces travaux existent à l'université depuis longtemps. L'Académie de Strasbourg organise une formation continue sur cette question, à destination des professeurs d'histoire géographie et, à l'Université de Strasbourg, un cours d'histoire des femmes et du genre est proposé dans la licence de Sciences historiques, tout comme, par exemple, plusieurs cours de sociologie, de sciences de l'éducation, d'anthropologie portent sur le genre. Des séances de sensibilisation aux questions d'égalité entre les sexes sont intégrées dans le parcours de formation des enseignants du primaire et du secondaire.. Voir la pétition des universitaires, sur ce thème

<http://genrerechercheeducationcontre.unblog.fr/>

Signez la massivement et faites tourner dans vos réseaux

DEFENDRE LA LEGITIMITE ET LA PERTINENCE DES ETUDES DE GENRE, ET LEUR UTILISATION DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES, C'EST DONC SE DONNER LES MOYENS DE COMPRENDRE LES MECANISMES DE DOMINATION PATRIARCALE ET HETEROSEXISTE, ET DE LUTTER POUR UNE SOCIETE OUVERTE ET EMANCIPEE.

**NE LAISSONS AUCUN TERRAIN,
NI CELUI DE LA RUE, NI CELUI DES MOTS,
AUX FORCES REACTIONNAIRES !**

L'éducation nationale et l'enseignement des genres. Il faut revoir la copie. Le sexisme à l'école

Le sexisme est omniprésent au sein de nos écoles, collèges et lycées. En 2007, il y avait 80.7% d'enseignantes dans le premier degré contre 57.3% dans le second degré et 35.6% dans le supérieur. Nos manuels scolaires sont eux aussi imbibés de sexisme. Malgré tout, l'éducation nationale se veut bonne élève sur ce point et nous demande de traiter le sexisme et l'étude des genres. La façon dont sont traitées ces

questions dans deux disciplines particulièrement concernées, en SVT et en histoire-géographie, montre que les évolutions récentes sont largement insuffisantes.

Alors que l'éducation sexuelle débute pour les élèves dès le primaire pour se poursuivre au collège, la question des genres n'est abordée pour la première fois en S.V.T qu'en classe de première. Le programme est flou et pousse

l'enseignant à faire certaines erreurs.

Les bases sont mal posées. Commençons par le titre du grand thème incluant l'étude du genre, son nom est « masculin/féminin ». Comment interroger les élèves sur le genre en posant dès le début comme pertinente les notions de féminité et de masculinité ?



Ensuite, le programme demande aux enseignant-e-s de traiter ce problème dans la sous-partie « devenir homme ou femme ». A la fin de ce chapitre l'élève doit réussir à « caractériser à partir de différentes informations et à différentes échelles un individu de sexe masculin ou de sexe féminin. Expliquer, à partir de données médicales, les étapes de différenciation de l'appareil sexuel au cours du développement embryonnaire ».

Différencier, à partir de la confrontation de données biologiques et de représentations sociales ce qui relève :

- de l'identité sexuelle, des rôles en tant qu'individus sexués et de leurs stéréotypes dans la société, qui relèvent de l'espace social ;
- de l'orientation sexuelle qui relève de l'intimité des personnes ».

En traitant ce sujet par le biais de l'acquisition du phénotype sexuel, on renforce l'amalgame entre le sexe, le genre et la sexualité.

De plus, toutes les recherches scientifiques sur l'acquisition du sexe biologique partent d'un postulat sexiste binaire « nous naissons soit filles soit garçons ». Or la construction phénotypique du sexe réserve encore aujourd'hui de nombreuses incompréhensions, que l'enseignement de S.V.T nie totalement. Un enseignement antisexiste du sujet pourrait s'appuyer sur une vision graduelle des sexes, en démontrant que le déterminisme sexuel est en réalité issu d'un cocktail de facteurs hormonal / phénotypique / gonadique / chromosomique et génétique.

En histoire-géographie, la prise en compte de cette question est moins récente; le constat est pourtant tout aussi affligeant. Si les programmes se targuent d'aborder la question des femmes, leur traitement par les manuels

d'histoire laisse sceptique. Ce n'est qu'à partir du XIXe siècle que les femmes semblent enfin prendre une place dans la sphère productive.

Qu'en est-il du rôle central des femmes dans les économies rurales et urbaines avant cette période? Au mieux, elles apparaissent en négatif sur la question du statut juridique, et ce dans la plupart des manuels, par exemple parmi les « non-citoyens » : les femmes sont définies à partir de ce qu'elles ne sont pas, ou encore en mère, fille ou femme de.

Deux études ont été menées récemment par le centre Hubertine Auclert (sur 11 manuels de lycée). Ces études confirment les résultats déjà connus sur la place réservée aux femmes dans les programmes et les manuels scolaires ces vingt dernières années.

Que disent-elles? Les femmes sont très faiblement présentes comme actrices de l'histoire et l'étude des rapports de domination entre les sexes est pour ainsi dire absente des analyses.

Elles sont sous représentées dans les biographies de personnages historiques (3% de femmes seulement).

Lorsqu'elles sont présentes, c'est une vision stéréotypée des femmes (et des hommes, mais c'est une autre question) qui est donnée. Absente de la sphère productive jusqu'au XIXe siècle, elles sont en revanche surreprésentées dans la sphère privée et la plupart du temps données à voir à travers ce que l'étude nomme « le prisme d'un désir stéréotypé des hommes ». La présence de ces représentations stéréotypées dans les manuels ne serait pas dommageable en soi, si, par le biais de la leçon ou des questions une réflexion était amorcée sur ces sources.

Un début d'étude comparative a été mené afin de déterminer si en dix ans, cette place dans les manuels avait évoluée, notamment avec la mise en place des nouveaux programmes. Les évolutions sont infimes : plus de figures féminines que dans les manuels précédents, l'usage de plus en plus majoritaire de la notion de suffrage universel masculin, et l'exclusion des femmes de la citoyenneté athénienne ou romaine est quasiment toujours abordée. Autre évolution positive : le singulier souvent utilisé, semble de plus en plus laisser la place au pluriel : on est passé de « la femme » aux femmes... Ces maigres progrès ne masquent pas le constat d'une histoire qui est d'abord celle du sexe masculin, et qui véhicule une image stéréotypée de la femme, dont le traitement se fait encore trop souvent, à la marge, dans les « dossiers », les « annexes », et pas au cœur de la leçon.

Au regard du développement de l'histoire des femmes ces trente dernières années on pouvait attendre une évolution plus sensible.

Notons, à titre d'information, que parmi les auteur-e-s de manuels, 32 % sont des femmes et elles ne sont que 4% à être les auteur-e-s de documents proposés dans les manuels alors que 51.6% des professeurs d'histoire-géographie sont des femmes...

La meilleure façon de lutter contre le sexisme dans nos enseignements est déjà d'adopter une position non sexiste dans tous nos enseignements, un temps de recul

et de formation semble nécessaire afin de nous permettre de prendre le recul nécessaire pour exclure tout sexisme de nos enseignements.

Par ailleurs, nous réclamons la création d'outils pédagogiques non sexistes, il faut donc exclure nos manuels rétrogrades des classes.

Enfin si la question du sexisme doit être enseignée en classe une approche sociale du genre semble bien plus pertinente qu'une approche naturaliste.

Institution et anti-sexisme

Depuis leur prise de fonction la ministre du droit des femmes Najat Vallaud-Belkacem et le ministre de l'éducation Vincent Peillon, ne cessent de proclamer que le gouvernement entend «donner tous les moyens de déconstruire, par le savoir, les préjugés qui s'opposent à l'égalité véritable». Ce n'est pas la première fois que de telles intentions sont affichées et elles ont été le plus souvent renvoyées, au volontarisme des équipes pédagogiques pour ce qui concerne l'éducation nationale. Depuis 1981 plusieurs plans ont été annoncés (1981, 2000, 2006), des rapports et des recommandations ont été publiés (La HALDE en 2008). Pourtant les stéréotypes et pratiques sexistes à l'école perdurent.

Depuis la rentrée, un certain nombre d'outils sont mis en place à titre d'expérimentation pour les enseignant-e-s dans 10 académies test (Bordeaux, Clermont-Ferrand, Créteil, Corse, Guadeloupe, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Rouen et Toulouse). Dans le 1er degré, des animations pédagogiques sur le thème de l'égalité filles-garçons sont proposées (avec 1h30 sur 9h en présentiel et le reste sur du temps dématérialisé).

Un site internet dédié avec des conférences, des ressources pédagogiques «ABCD de l'égalité» : <http://www.cndp.fr/ABCD-de-legalite/accueil.html>.

C'est un premier pas mais c'est insuffisant.

Une fois de plus on dématérialise la formation en comptant sur le volontarisme et l'implication des enseignant-e-s pour mettre en œuvre cette politique. Qui peut croire qu'un site internet peut permettre aux collègues de s'emparer réellement des questions de genre et de discriminations sexistes ? Sans parler des ressources pédagogiques qui pour l'instant sont peu nombreuses et parfois désuètes. Il est nécessaire d'intégrer de vrais modules de formation sur cette question dans les ESPE. Pour l'instant : des effets d'annonce, mais rien de concret. Combien d'heures seront dédiées à cette question ? Quelle méthodologie ?

Par ailleurs, il serait plus pertinent de faire de la lutte contre le sexisme une question transversale dans les différentes formations au lieu d'en faire un module spécifique déconnecté du reste.

Les représentations sexistes ne découlent pas que des pratiques enseignantes mais aussi des représentations véhiculées par les manuels et les programmes. La refonte des programmes dans le 1er degré et dans le secondaire doit intégrer cette question.

Enfin, le gouvernement met l'accent sur la nécessité de déconstruire les orientations « genrées » des élèves, depuis quelques années déjà. Une fois encore cela risque de n'être que des déclarations d'intention, quand on sait qu'aucun moyen spécifique ne sera dédié à cette question et que de nombreux postes de COP sont détruits depuis des années et qu'il est de nouveau question de décentraliser les COP au service des collectivités territoriales et de transformer leurs missions.

Parler du sexisme en classe, c'est bien, sensibiliser les élèves, c'est bien, mais le ministre ne fait aucune annonce concernant les personnels de l'éducation nationale et leur sensibilisation sur le sexisme ordinaire entre collègues dans les écoles, les établissements et les services administratifs.

Pourquoi ne pas envisager des temps de réflexions et d'échanges dans nos lieux de travail ?

Avec qui travailler dans nos pratiques pédagogiques ?

Au-delà de la mise en place de projets avec le/la conseiller-ère d'orientation psychologue, l'infirmier-ère ou le planning familial, il existe, dans l'Éducation nationale, plusieurs programmes censés encourager le traitement des questions de genre et d'égalité avec les élèves, dont le récent dispositif « ABCD de l'égalité » et la mission « égalité filles-garçons et lutte contre l'homophobie ».

→ Voir le site du ministère :

http://www.education.gouv.fr/cid76775/l-enseignement-de-l-egalite-filles-garcons-a-l-ecole.html#une_obligation_legale

→ Le CNDP a mis en place un site, avec des outils pédagogiques et des réflexions :

<http://www.cndp.fr/ABCD-de-l-egalite/outils-de-formation.html>

Dans ce cadre, une expérimentation a été mise en place dans dix académies pilotes.

→ Le service de formation continue, le PAF propose des formations sur ces questions, s'en saisit.

→ Le CIDFF67 peut être contacté, la mission filles égalité du rectorat également, Le Planning Familial.

Formations syndicales de Sud éducation et de Solidaires

Chaque année, la fédération SUD éducation et Solidaires organisent des stages de formation syndicale (ouverts à toutes et tous, syndiqué-e-s ou non syndiqué-e-s).

Sud Education Alsace a également organisé un stage, le 8 mars 2013 intitulé : « Comment identifier et lutter contre les discriminations sexistes sur nos lieux de travail ? » et en projette un pour bientôt.

Solidaires Alsace s'inscrit dans ce créneau, en abordant ces questions dans toutes ces réunions et en constituant prochainement une commissions sur ces sujets.

Ces moments importants de réflexions, d'échanges et de confrontations permettent de penser ensemble la place des femmes dans le travail, dans le syndicalisme, dans la société, d'identifier les inégalités pour mieux les combattre, d'approfondir les questions revendicatives sur nos lieux de travail et d'envisager des stratégies de lutte.

Chaque année Solidaires organise des sessions de formation sur les stéréotypes de genre et les violences faites aux femmes (« Agir syndicalement contre les violences sexistes au travail », « Agir syndicalement contre les inégalités et les stéréotypes de genre »).

Ces formations ont pour objectif de relancer les activités de lutte autour des droits des femmes, de prendre en charge les outils légaux à notre disposition aujourd'hui

dans le monde du travail et de faire prendre conscience de l'oppression subie et qui perdure malgré les avancées liées aux mouvements féministes des années 60/70.

→ Plus d'informations sur le site de Solidaires, rubriques « Femmes » :

<http://www.solidaires.org/rubrique174.html>

Journées Intersyndicales Femmes, organisées chaque année sur deux jours en mars, par des militant-e-s des organisations syndicales FSU, CGT et Union Syndicale Solidaires. (La commission femmes de Solidaires est largement impliquée dans ces journées.)

-Programme de 2013 : Femmes et austérité en Europe/Corps, images de soi, publicités sexistes/ Stéréotypes et égalité professionnelle/Femmes face à l'extrême droite en Europe

-Programme envisagé pour 2014 : la question du genre, l'égalité professionnelle, les enjeux des débats sur la protection sociale pour les femmes, « les femmes ont toujours travaillé »

→ Retrouvez les différents matériels liés à ces journées de formation/débat sur le site de Solidaires :

<http://www.solidaires.org/rubrique177.html>

Le 8 mars, Grève des femmes !

Depuis trop longtemps, le 8 mars est devenu dans les médias une journée de célébration symbolique de "la femme". Face à cette récupération vide de sens féministe, il faut rappeler avec force que le 8 mars est une journée de lutte des femmes. Au fil de l'Histoire, c'est par leurs luttes et leurs mobilisations propres que les femmes ont obtenu des droits : le 8 mars s'inscrit originellement dans la lignée de ces combats, loin de son dévoiement mièvre et commercial, ou des maigres effets d'annonce réservés à ce jour.

Aujourd'hui encore, les inégalités entre hommes et femmes, fruits du système de domination patriarcale, sont légions. Inégalité salariale de 25%, temps partiel subi, progression de carrière inégale sont autant de discriminations professionnelles... qui par ailleurs se répercutent à l'âge de la retraite par des pensions inférieures de 50% à celles des hommes. A cela s'ajoute le travail gratuit auquel sont assignées les femmes par les tâches domestiques qu'elles assurent à 80%. A cela s'ajoutent encore le harcèlement et les violences sexistes, verbales et physiques, dont sont victimes les femmes quotidiennement. Et la liste pourrait encore être longue...

Depuis 2012 à Toulouse, Solidaires ainsi que des

associations féministes et d'autres syndicats, ont fait du 8 mars une journée de grève des femmes : grève interprofessionnelle au travail, grève à la maison. Grève et manifestation, pour réaffirmer la force politique que représentent les luttes de femmes, pour rendre visible à

nouveau une oppression trop souvent banalisée voire déniée, et lui opposer une force de résistance qui reconquiert la rue et le champ de la parole politique.

J'adhère à SUD EDUCATION !

NOM :

Prénom :

Adresse personnelle :

Code postal :

Ville :

Tél :

E-Mail :

Fonction, corps, grade, matière... :

Établissement d'exercice :

Type (Collège, LP, lycée, école, université...) et nom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Montant de la cotisation annuelle (voir grille) : €

payée en : 1 fois 2 fois 3 fois

Si vous choisissez de payer en plusieurs fois, envoyez tous vos chèques dès maintenant (en indiquant la date d'encaissement souhaitée au dos de chaque chèque, votre dernier chèque doit être encaissable au plus tard en août 2014) à l'ordre de SUD Education Alsace.

Si vous souhaitez régler votre cotisation par prélèvement automatique (votre cotisation sera prélevée en 12

mensualités), indiquez-le ci-dessous en n'oubliant pas de joindre un RIB.

- Je souhaite régler par prélèvement automatique

Grille de cotisation annuelle :

Salaire mensuel	Cotisation	Salaire mensuel	Cotisation
- de 610 €	10,00 €	+ de 1906 €	185,00 €
+ de 610 €	15,00 €	+ de 1982 €	198,00 €
+ de 838 €	36,00 €	+ de 2058 €	210,00 €
+ de 915 €	43,00 €	+ de 2134 €	222,00 €
+ de 991 €	51,00 €	+ de 2211 €	234,00 €
+ de 1067 €	59,00 €	+ de 2287 €	248,00 €
+ de 1143 €	66,00 €	+ de 2363 €	262,00 €
+ de 1220 €	75,00 €	+ de 2439 €	275,00 €
+ de 1296 €	85,00 €	+ de 2515 €	291,00 €
+ de 1372 €	94,00 €	+ de 2592 €	306,00 €
+ de 1448 €	103,00 €	+ de 2668 €	321,00 €
+ de 1524 €	112,00 €	+ de 2744 €	336,00 €
+ de 1601 €	143,00 €	+ de 2820 €	351,00 €
+ de 1677 €	153,00 €	+ de 2897 €	367,00 €
+ de 1753 €	164,00 €	+ de 2973 €	382,00 €
+ de 1829 €	175,00 €	+ de 3049 €	397,00 €

Au-delà, ajouter 30 € par tranche de 150 €

Cotisation AED : 10 €

J'autorise Sud Éducation Alsace à faire figurer ces informations dans les traitements et fichiers informatisés dans les conditions fixées par les articles 26 et 27 de la loi du 06.01.78 Informatique et Liberté. Cette autorisation est révoquée par moi-même dans les mêmes conditions que le droit d'accès en m'adressant à Sud Éducation Alsace.

Date :

Signature :

La question financière ne doit pas être un obstacle à l'adhésion : versez ce que vous pouvez, ou ce qui vous semble approprié en fonction de votre situation.

BIBLIOGRAPHIE

- **Monique WITTIG**, La pensée straight, Editions Amsterdam, 2009, (119 p.)

Stimulant recueil d'articles parus fin des années 70 et début des années 80 dans lesquels M. Wittig, une des fondatrices emblématiques du MLF, s'attache à dépasser les catégories homme/femme, cette distinction naturalisant de façon immuable les individus et créant de fait des stéréotypes.

Elle dénonce de même le "cela-va-de-soi hétérosexuel" ainsi que toute vision essentialiste de "la femme": cette naturalité supposée et ces concepts ne sont que des masques servant la domination politique des hommes sur les femmes, et parce qu'ils ne sont en fait pas naturels, ils peuvent (et doivent) être dépassés pour sortir de toute logique normative et aliénante.

- **Elsa DORLIN**, Sexe, genre et sexualité, PUF, 2012, (153 p.)

Ouvrage synthétique balayant les théories féministes de ces quarante dernières années, il offre une vue d'ensemble à la fois claire et très documentée sur les apports successifs du féminisme matérialiste (représenté notamment par C. Delphy et M. Wittig), du black feminism (articulant de façon inédite les diverses formes de domination: de race, de sexe et de classe), de la théorie queer, entre autres...

- **John STOLTENBERG**, Refuser d'être un homme, Pour en finir avec la virilité, Editions Syllepses, 2012, (268 p.)

Parce que les études de genre ne portent pas que sur les femmes mais aussi sur la construction de l'identité masculine, un exemple avec l'ouvrage de J. Stoltenberg, qui analyse ici comment se définit et se diffuse l'idéal de virilité patriarcale à travers homophobie, pornographie, militarisme, violence machiste notamment.

- **Mona CHOLLETM**, Beauté fatale, Les nouveaux visages d'une aliénation féminine, Zones, 2012, (237 p.)

A partir de nombreuses références (livres, séries, magazines féminins, mode), M. Chollet construit une réflexion sur l'injonction à une féminité normée faite aux femmes. En analysant le rapport au corps, à l'apparence, véhiculé par ce qu'elle appelle le "complexe mode-beauté" notamment, elle met à jour les stéréotypes normatifs et sexistes qui pèsent sur les femmes encore aujourd'hui, sous de nouvelles formes.

- **Christine DELPHY**, L'ennemi principal, tome I

Economie politique du patriarcat, (276 p.) et tome II

Penser le genre, (386 p.), Editions Syllepses, 2009

C. Delphy, grande figure du féminisme matérialiste né dans les années 70, étudie ici la domination des hommes sur les femmes en tant que structure sociale, en récusant les justifications biologiques, naturalistes et essentialistes sur la différence des sexes. Elle démonte les mécanismes du système d'exploitation patriarcal du point de vue politique et social.

- **Zahra ALI**, Féminismes islamiques, La Fabrique, 2012

A travers cet ouvrage Zahra Ali ambitionne de « décoloniser le féminisme » et affirme l'existence de différentes formes de féminismes. Mais elle ne s'arrête pas à ce pluriel provocateur: une coalition des féminismes est nécessaire, mais une coalition qui reconnaisse les divergences entre différentes formes de féminismes.

En intégrant les questions sociales et raciales à sa critique de la domination masculine, Zahra Ali revient sur la difficulté auxquelles sont confrontées les françaises musulmanes, qui doivent à la fois

lutter contre le racisme et contre le sexisme. Enfin le livre dresse un panorama des mouvements et démarches féministes à l'œuvre dans plusieurs pays à majorité musulmane, et rappelle l'existence d'une démarche féministe portée par des croyantes qui défendent une modernité islamique alternative à l'intérieur même du monde religieux musulman. Des débats en perspective.

- **Christine MORIN-MESSABEL**, Filles/Garçons : Question de genre, de la formation à l'enseignement, P.U.L., 2013, (502 p.)

- **Revue des HEP de Suisse romande et du Tessin** « Formation et pratiques d'enseignement en question », n° spécial « Formation à la profession enseignante : des savoirs en tout genre », n°16, 2013.

- **Catherine VIDAL / Dorothée BENOIT-BROWAEYS**, Cerveau, Sexe et pouvoir, Ed Belin, 2005, (110 p.)

- **Françoise HERITIER**, Masculin/féminin, tome 2, Ed Odile Jacob, 2002, (443 p.)

- **Nicole MOSCONI**, Quelle mixité pour l'école, Albin Michel 2004.

- Vous trouverez également sur le net divers articles de **Céline PETROVIC**.

- **Revue N'autre école**, «La pédagogie contre le sexisme», n°36 Automne 2013, CNT-FTE

A travers articles et entretiens (prof d'EPS, documentaliste, historienne), des pistes pour construire une pédagogie déjouant les stéréotypes sexistes.

Cette courte bibliographie est bien évidemment (très) loin d'être exhaustive, vous trouverez d'autres liens opérationnels sur notre site <http://sueducalsace.info/> dans la rubrique « DOSSIERS ».

A voir :

- Debout !, une histoire du mouvement de libération des femmes, documentaire de Carole Roussopoulos, 1999, (1h30).
- Norma Rae, film de fiction de M. Ritt sur l'engagement syndical d'une ouvrière du textile, divorcée et mère de deux enfants (jouée par Sally Fields), 1979, (1h50)
- We Want Sex Equality, film de Nigel Cole, 2011, (1h53).
- Recto-Verso, film réalisé par les élèves de l'atelier vidéo du lycée Jean Monnet / Strasbourg (2013 / 18mn40). Quelle est la perception de l'homosexualité pour des jeunes : des lycéens s'interrogent et interpellent. Ce documentaire-fiction de sensibilisation et de prévention entend contribuer, à son niveau, à la lutte contre les discriminations dont est encore trop souvent victime la communauté LGBTI, à ouvrir un petit peu plus les esprits. Réalisé dans le cadre de l'atelier vidéo du lycée Jean Monnet, en partenariat avec le Centre Régional de Documentation Pédagogique (CRDP) de l'académie de Strasbourg et l'association Répliques / les ateliers de l'image. Lien vers le film : http://www.dailymotion.com/video/x10viih_recto-verso_webcam